

EN BREF

POLITIQUE Le député, élu des Hauts-de-Seine, a été suspendu de l'UDF hier, en raison de son soutien à Nicolas Sarkozy

L'UDF est divisée sur le sort de Pierre-Christophe Baguet

Après avoir été «radié», mardi, du groupe UDF de l'Assemblée nationale, Pierre-Christophe Baguet a finalement été «suspendu», hier, de son statut d'adhérent, par le comité exécutif de l'UDF. Motif de cette mise à pied: avoir annoncé qu'il voterait Nicolas Sarkozy au premier tour de l'élection présidentielle de 2007. Député depuis 1997 et fortement implanté à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine), Pierre-Christophe Baguet est un des hommes forts de l'UDF des Hauts-de-Seine, dont il préside jusqu'à présent le groupe au conseil général. Ses six membres doivent d'ailleurs se réunir lundi pour décider de son maintien ou non à ce poste. Quoi qu'il en soit, la prise de position de Pierre-Christophe Baguet embarrasse ses amis des Hauts-de-Seine.

«On ne peut pas reprocher au comité exécutif de l'UDF de réagir», souligne Hervé Marseille. Le maire UDF de Meudon, vice-président du conseil général des Hauts-de-Seine, estime toutefois que l'élu de Boulogne-Billancourt «aurait mérité un traitement plus marqué par le souci du dialogue afin de ne pas créer l'irréparable avec lui. Tout cela est un peu rapide et sélectif.»

Une allusion non déguisée aux cas du seul ministre UDF du gouvernement, Gilles de Robien, sus-

pendu en juin 2005 des instances dirigeantes (et non du parti), et de Jean-Christophe Lagarde, qui n'a pas été sanctionné après son vote contre la Constitution européenne. «La solution la plus élégante aurait été que Pierre-Christophe Baguet démissionne, de lui-même, du groupe UDF à l'Assemblée nationale, tout en restant membre du parti», affirme Philippe Laurent,

Les élus centristes dans les Hauts-de-Seine oscillent entre l'appel à plus de dialogue et l'étonnement face à la prise de position de Pierre-Christophe Baguet.

maire UDF de Sceaux et également vice-président du conseil général.

«S'il y en a qui veulent déposer au conseil national une motion de soutien à une candidature de Nicolas Sarkozy, qu'ils le fassent!» lance malicieusement Dorothee Pineau, présidente du groupe UDF au conseil municipal de Boulogne-Billancourt et conseillère régionale d'Île-de-France. «Ensuite, notre

congrès tranchera.» Alors qu'en début de semaine s'était tenue une réunion «mouvementée» de la section UDF de Boulogne-Billancourt – présidée par Pierre-Christophe Baguet –, elle ajoute que «si une majorité de militants soutient la personne de Pierre-Christophe, nos adhérents rejettent complètement l'idée de soutenir un candidat UMP au premier tour.»

De son côté, Claire de Lesquen, conseillère municipale de Neuilly-sur-Seine et trésorière de la fédération UDF des Hauts-de-Seine, reconnaît que «Pierre-Christophe Baguet a peut-être eu tort de dire qu'il soutiendra Nicolas Sarkozy au premier tour.» En revanche, elle ne voit pas pourquoi il serait exclu de l'UDF. «Son électoral de centre droit est le même que le mien, argumente-t-elle, et je suis tout comme lui désarçonné par l'attitude d'opposition systématique de François Bayrou.» L'élu de Neuilly est d'ailleurs membre du club de Gilles de Robien, «Société en mouvement», qui est parvenu à réunir près de 1 000 personnes, lundi dernier, à Paris. Outre le soutien du ministre de l'éducation nationale, qui a qualifié cette suspension de «triste» et «surréaliste», Pierre-Christophe Baguet espère l'appui d'André Santini, dont il fut le directeur de cabinet et qui préside la fédération UDF du département.

LAURENT DE BOISSIEU

Les députés ont adopté le texte sur la participation

Les députés ont adopté hier en première lecture le projet de loi relatif à la participation et l'actionnariat salarié par 348 voix contre 113. Ce texte comprend plusieurs dispositions sans rapport avec son objectif premier. Il crée ainsi le chèque-transport, financé pour moitié par l'État, et permet l'introduction en Bourse des clubs de football. Il supprime progressivement, d'ici à 2010, la contribution Delalande, taxe payée par les entreprises licenciées un salarié de plus de 50 ans. À l'initiative d'Édouard Balladur, les députés ont enrichi le projet d'un dispositif encadrant les stock-options. Ils ont aussi supprimé 10 articles sans lien avec le texte, comme l'extension du recours au travail temporaire et les conseils de prud'hommes.

► **ÉLECTION.** Dieudonné abandonne la course à la présidentielle. L'humoriste Dieudonné a annoncé hier qu'il renonçait à être candidat à la présidentielle de 2007 pour se consacrer «à son métier». «Pour obtenir 500 signatures, il faut des moyens. À ce jour, je n'en ai que 200», a-t-il expliqué dans un entretien à France Soir. N'excluant pas d'entrer dans les débats entre les deux tours, il a toutefois assuré qu'il ne donnerait «ses voix à personne».

► **JUSTICE.** Volvo renvoyé en correctionnelle. Le constructeur automobile est assigné pour «homicides et blessures involontaires» après un accident mortel survenu en 1999 à Wasselonne (Bas-Rhin) sur l'un de ses véhicules. Outre Volvo Cars Corporation, la maison mère suédoise, et Volvo Automobiles France, sa branche française, ce renvoi (qui intervient après sept années d'instruction) concerne un concessionnaire de la marque, ainsi que la conductrice du véhicule.

► **DÉCÈS.** René Bernasconi, figure du monde automobile et patronal, est mort. Le président honoraire du Centre national des professions de l'automobile est décédé lundi à Paris à l'âge de 90 ans. Après avoir été PDG d'une entreprise de commerce et de réparation automobile, il était devenu président de la Confédération générale des petites et moyennes entreprises (CGPME) entre 1978 et 1990. René Bernasconi était commandeur de la Légion d'honneur et de l'Ordre national du mérite et Croix de guerre 1939-1945.

Economie

FORMATION

A Versailles, l'intelligence économique se professionnalise

L'École européenne d'intelligence économique accueille sa première promotion, au château de Versailles où elle s'est installée. Ce nouvel établissement confie des missions réelles aux étudiants

VERSAILLES
De notre correspondante

Répondre de manière pertinente au problème concret d'une entreprise, et placer des étudiants dans les conditions de piloter leur carrière, tels sont les arguments qui ont justifié la création de l'École européenne d'intelligence économique. Ce nouvel établissement, qui a effectué sa première rentrée hier à Versailles (Yvelines), s'est installé dans l'extrémité d'une aile du château qui abrita jadis les appartements de la marquise de Pompadour.

Concept récent et encore mal connu, l'intelligence économique est pourtant simple, car elle s'appuie sur une évidence: dans un marché concurrentiel, à échelle mondiale et en évolution constante, «la connaissance est la clé du succès», explique Alain Juillet, haut responsable chargé de l'intelligence économique au secrétariat général de la défense nationale. Proposer le meilleur produit au meilleur prix n'est plus suffisant: aujourd'hui, l'entreprise doit être compétitive à tous les niveaux, et disposer d'une longueur d'avance dans la maîtrise de l'information.

Certes, la nécessité de prendre en compte cette notion encore nouvelle n'est pas inédite, des méthodologies sont déjà opérationnelles depuis quelques années, et d'autres formations existent en France. Là où l'école versaillaise innove dans cet enseignement de troisième cycle, c'est dans sa volonté de professionnaliser les étudiants. Au travers de missions réelles, confiées par des entreprises, mais aussi dans le cadre d'un coaching collectif et individuel qui ne vise pas à fournir le job mais à encadrer l'élève, jusqu'à ce qu'il le décroche.

Un module original spécifique d'aide à l'embauche qui rend le directeur de l'école, Benoît de Saint-Sernin, très serein: «En juin, je suis persuadé qu'ils auront tous du boulot, car c'est dès la rentrée que nous préparons la sortie.» Il faut dire que Benoît de Saint-Sernin n'en est pas à son coup d'essai. Cofondateur, à Paris, il y a neuf ans, de l'École de guerre économique, première du genre, il s'est nourri de ses expériences professionnelles dans les domaines du marketing et de la communication. Il se dit «convaincu de l'utilité de l'intelligence économique. Partout où j'ai travaillé, souligne-t-il, ce que l'on m'a

demandé, c'est de développer l'entreprise.»

Car derrière ce terme encore abstrait se cache la notion de performance liée à une parfaite maîtrise des outils d'information. Les étudiants devront être immergés dans l'actualité, sans cesse en quête des dernières directives européennes, des nouvelles normes, des brevets, et comprendre

Aujourd'hui, 13 sociétés évoluant dans des secteurs aussi divers que le bois, le jouet, la pierre, la banque ou l'industrie lui ont déjà donné carte blanche.

parfaitement les affaires pouvant secouer l'économie ou les pays. «Quand j'explique à un chef d'entreprise ce qu'est l'intelligence économique, au bout d'une minute, il me confie une mission», assure le fondateur de l'école.

Aujourd'hui, 13 sociétés évoluant dans des secteurs aussi divers que le bois, le jouet, la pierre, la banque ou l'industrie lui ont déjà donné carte blanche pour un cas concret, et d'autres partenariats sont imminents. Face à eux, une quinzaine d'étudiants vont relever le défi. Au terme de six semaines de cours à temps plein, ces étudiants (bac + 4 ou 5, salariés en recherche d'emploi ou désireux de changer d'orientation) consacreront la moitié de leur semaine à ces missions. Six au moins par étudiant, pour une rémunération minimale de 1 200 €, qui viendra alléger les 9 300 € de frais de scolarité.

Sur les 76 dossiers d'inscription reçus, l'école n'en a retenu qu'une quinzaine, refusant d'abaisser son niveau d'exigence pour pourvoir les 20 places potentielles. C'est dire si les candidats retenus peuvent avoir le profil attendu pour être, dans un an, le «monsieur information» de l'entreprise, à même, aussi, d'anticiper pour leur propre avenir.

PASCALLE TESSIER

Contact: 7, rue des Réservoirs; 78000 Versailles.
Site Internet: www.eeie.fr